



كلية الآداب والعلوم الإنسانية
FACULTÉ DES LETTRES ET DES SCIENCES HUMAINES



MIGRINTER (CNRS- UMR 7301) de l'Université de Poitiers et LARLANCO de l'Université Ibn Zohr d'Agadir, en partenariat avec la SFSIC, l'Association marocaine des sciences de l'information et de la communication et l'action intégrée Toubkal de Campus France, organisent du 1er au 3 avril 2020, la cinquième édition du colloque international pluridisciplinaire d'Agadir :

Métamorphoses de l'action citoyenne.

Bilan d'une décennie de recherche sur les réseaux numériques

Les réseaux numériques et les médias de manière générale font-ils les révolutions ? Une interrogation qui a constamment accompagné le traitement des événements liés aux soulèvements arabes depuis la fin de l'année 2010. L'usage des réseaux sociaux numériques à des fins de mobilisation sociale et de contestation des régimes arabes de l'époque, notamment en Tunisie et en Égypte, avait réactualisé l'intérêt d'observer les rapports entre les dispositifs de communication et leur capacité à provoquer les changements sociaux et politiques.

10 ans après ces événements, ce colloque se fixe comme objectif de dresser un bilan de la recherche scientifique sur les divers soulèvements et révoltes survenus dans le monde arabo-musulman, en Afrique, en Amérique du Nord, en Amérique du Sud, en Europe et en Asie : *Indignés, Anonymous*, « Printemps d'érables », « Printemps sénégalais », Nuits debout, Gilets jaunes, etc. ; tout comme les mobilisations autour de sujet d'actualité : la solidarité et la défense des migrants, de l'environnement, des droits fondamentaux, etc. Ce nouvel épisode dans le processus de changement sociopolitique et culturel a fait l'objet de nombreuses recherches en Sciences de l'information et de la communication (SIC) et en Sciences humaines et sociales (SHS) afin d'observer les modalités d'expression, de mobilisation, d'usages en période de changement. Au vu de l'orientation de ces travaux, il s'avère évident qu'éclairer des phénomènes complexes nécessite une lecture plurielle et une mobilisation d'approches et de pistes de réflexion pluridisciplinaires. La difficulté des travaux de recherche en SHS est d'être pertinent lorsque l'on tente, quasiment *in situ*, de comprendre ou de fournir des éléments de réponse aux phénomènes en cours de réalisation. La temporalité scientifique n'est-elle pas de nature à ne pas se confondre avec la temporalité journalistique ? Est-il toujours judicieux de penser des phénomènes qui impliquent les technologies de l'information et de la communication à partir des études empiriques d'usages des supports ? A-t-on pu développer des méthodes pour approcher et prendre en

compte la singularité des terrains aussi divers, socialement, politiquement, culturellement, économiquement et géographiquement, que complexes ?

La recherche en SIC et en Sociologie des médias montrent depuis plusieurs décennies comment les offres médiatiques sont soumises à une réappropriation par les publics selon divers critères renvoyant à des facteurs psychologiques, socio-économiques, culturels et historiques (entre autres Jouët, 2011 ; Paquienséguy, 2012 ; Proulx, 2015). Dès lors et afin de dépasser tout positivisme McLuhanien, les usages des médias ne sont pas mécaniques mais diversifiés, révélant des habiletés des populations qui reçoivent ces messages. Évoquer les médias de manière dissociée des contextes historiques, culturels, politiques, socioéconomiques, etc., des pays, c'est rendre mythologique leur pouvoir. Il devient ainsi plausible de saisir l'interaction entre l'espace de production et celui des usages tout comme les mouvements d'appropriation des formats industriels dans leur diversité sociale et culturelle (Martin-Barbero, 1987).

Les phénomènes liés aux dispositifs numériques révèlent des pratiques dont l'analyse ne se fait pas seulement du point de vue du support technologique, mais bien de celui d'actions communicationnelles conduites par des agents sociaux. La nature même des usages de ces techniques d'information et de communication numériques comme objets sociotechniques renvoie à un ensemble de stratégies d'acteurs.

Les mouvements de mobilisation actuels ont ainsi été un terrain d'observation de la constitution de « contre-publics concurrents » et des modalités de fonctionnement du débat sur les dispositifs sociotechniques comme alternatives au débat public. Les TIC apparaissent à première vue comme des espaces publics alternatifs, comme outils d'échange public et de participation citoyenne (Lits, 2014). Ces espaces qui naviguent entre sphère numérique et réalité présentent des divergences multiples avec l'espace public rêvé par Habermas et les formes d'actions « hors-lignes ». L'action développée à travers les moyens de communication s'apparenterait davantage aux « arènes discursives parallèles » avancées par Nancy Fraser (2005) et qui permettent aux citoyens ou aux groupes sociaux « subordonnés » de créer les conditions d'émergence et de circulation des « contre-discours ». Ces dispositifs rendent alors publiques d'autres lectures de la société aux niveaux culturels, social et politique qui révèlent autant les intérêts de ces groupes que leurs traits identitaires.

Des travaux récents montrent bien l'émergence de nouvelles formes de l'agir citoyen au niveau des pratiques délibératives (Lits, 2015), de la gestion du territoire (Alexis, Ottaviano, 2014), de soutien aux associations (Seurrat et *al.*, 2014), de l'apparition de nouvelles formes de légitimité (Merah, 2016), d'enjeux de consommation en relation à son aire culturelle d'appartenance (Pulvar, 2017), etc. Les études des terrains maghrébins par exemple (Bendahan, 2018 ; Daim-Allah, 2014 ; Touati, 2015 ; Zlitni, Lienard, 2018 ; etc.) ont quant à elles mis en évidence l'émergence de nouvelles formes d'écriture, des modalités de dissimulation de la contestation, de nouveaux rapports aux migrants, etc. En conséquence, est-il pertinent de conclure au jaillissement de nouvelles formes d'expression au-delà des pratiques de divertissement ?

Dès lors, quelles sont les formes et modalités de la métamorphose de l'expression des acteurs sociaux sur le plan stylistique, discursif, social, politique, culturel, artistique, religieux, etc., au contact du numérique et des TIC dans un contexte marqué aussi bien par la fermeture

matérielle et/ou symbolique que par le recul de la participation citoyenne traditionnelle et l'émergence de nouvelles formes d'engagement citoyen au niveau civique, environnemental, associatif, solidaire, etc. ? À partir de cette problématique, quels sont les apports et les avancées des travaux de recherche actuels sur la question ?

Peut-on faire un bilan de la recherche en SIC et plus globalement en SHS sur le plan empirique et épistémologique mais également sur la circulation et la transversalité des approches et méthodes en SHS ?

Il s'agit ainsi de saisir les métamorphoses, permanences et ruptures, de l'expression des acteurs sociaux, au contact des réseaux numériques et des TIC au niveau de l'offre, des stratégies d'acteurs et des usages.

Les contributions pourront aborder sans exclusive des problématiques en lien avec les axes suivants (liste non exhaustive) :

1. Réseaux sociaux numériques et TIC : constances et évolutions des formes et modalités d'expression, d'engagement, de contestation, etc.

2. Métamorphose de l'action citoyenne au contact des TIC : formes langagières, énonciatives, sémiotiques, sociales, culturelles, artistiques, religieuses, commerciales, divergences intergénérationnelles, etc.

3. Identités et réseaux numériques : mobilisations citoyennes autour des questions migratoires, nouvelles formes de mobilité, de migration, d'exil, expériences migratoires, etc.

4. Médias traditionnels et numérique : évolution de l'offre, du regard des publics, des stratégies commerciales, etc.

5. Dispositifs sociotechniques comme alternatives au débat public : constitution de « contre-publics concurrents », nouvelles formes de gestion du territoire, d'implication des citoyens, de délibération, etc.

6. Transversalités des approches et méthodes en SHS pour saisir la complexité des mouvements sociaux.

7. Bilan, apport et avancées de la recherche en SIC/SHS sur les différents liens entre mouvements sociaux et réseaux numériques.

Calendrier et Modalités pratiques :

- Date limite de soumission des propositions de communication de 2 500 signes avec le nom de l'auteur, fonction et adresse électronique, numéro de l'axe : **10 novembre 2019.**
- Les propositions seront évaluées en double aveugle. Elles doivent être envoyées aux adresses suivantes : fdaghmi@univ-poitiers.fr ; a.amsidder@uiz.ac.ma
- Date de notification de la décision du comité scientifique : **2 décembre 2019.**
- Date d'envoi des articles complets (25 000 signes espaces compris) : **2 février 2020.**
- Date de notification de la décision du comité scientifique : **3 mars 2020.**
- Publication des Actes d'Agadir 2020 (ouvrage en version papier) : pour le colloque.

Langue du colloque :

Français (possibilité de faire des propositions en arabe et en anglais).

Frais d'inscription :

Les frais d'inscription comprenant les Actes (ouvrage), les déjeuners et les pauses café pour les 3 jours sont de 150 euros (ou équivalent) pour les enseignants-chercheurs, et de 75 euros (ou équivalent) pour les doctorants. Pour les chercheurs marocains, les frais d'inscription sont respectivement de 1000 dhs et de 500 dhs.

Pour l'hébergement, une liste d'hôtels à un tarif préférentiel sera proposée par les organisateurs du colloque.

Comité scientifique

Malika Abentak, Université Ibn Zohr
May Abdallah, Université Libanaise de Beyrouth
Driss Ablali, Université de Lorraine
Christian Agbobli, Université du Québec à Montréal
Sylvie Alemanno-Parrini, CNAM
Abderrahmane Amsidder, Université Ibn Zohr
Nacer Aoudia Université de Béjaia
Hassan Atifi, Université de Technologie de Troyes
Cristina Badulescu, Université de Poitiers
Mohamed Bendahan, Université Mohammed V de Rabat
Françoise Bernard, Université d'Aix-Marseille
Philippe Bonfils, Université de Toulon
Bertrand Cabedoche, Université de Grenoble
Alexandre Coutant, Université du Québec à Montréal
Fathallah Daghmi, Université de Poitiers
Marion Dalibert, Université de Lille
Paul Diédhiou, Université Assane Seck de Ziguinchor
Abderrazak El Abbadi, Université de Fès
Hamida El Bour, Université de La Manouba, Tunis
Mokhtar El Maouhal, Université Ibn Zohr
Soumiya El Mendili, Université Mohammed V de Rabat
Hassan Ennassiri, Université Ibn Zohr
Béatrice Fleury, Université de Lorraine
Catherine Ghosn, Université de Toulouse
Fanny Georges, Université Paris 3
Gino Gramaccia, Université de Bordeaux
Bernard Idelson, Université de la Réunion
Pierre Kamdem, Université de Poitiers
Oumar Kane, Université du Québec à Montréal
Aurélie Laborde, Université de Bordeaux
Mirela Lazar, Université de Bucarest
Christian Le Moëne, Université de Rennes

Fabien Lienard, Université du Havre
Marc Lits, Université Catholique de Louvain
Tristan Mattelart, Université Paris II- Panthéon-Assas, IFP
Aissa Merah, Université de Béjaia
Hassan Moustir, Université Mohammed V de Rabat
Abdelfettah Nacer Idrissi, Université Ibn Zohr d'Agadir
Loum Ndiaga, Université du Québec en Outaouais
Olivier Pulvar, Université des Antilles
Cheick Oumar Traoré, Consultant, Secrétariat Général du Gouvernement du Mali
Zineb Touati, Université du Havre
Farid Toumi, Université Ibn Zohr
Jacques Walter, Université de Lorraine

Comité d'organisation

Abderrahmane Amsidder, Université Ibn Zohr, Agadir
Fathallah Daghmi, Université de Poitiers
Farid Toumi, Université Ibn Zohr, Agadir
Khadija Youssoufi, Université Ibn Zohr, Agadir
Etudiants du Master « Communication des organisations », Faculté des Lettres, Université
Ibn Zohr, Agadir.